



IL NE DÉPEND QUE DE NOUS QUE 2019 SOIT L'ANNÉE DE LA RIPOSTE DE LA JEUNESSE ET DU MONDE DU TRAVAIL

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 10 JANVIER 2019

Macron espérait qu'avec les fêtes de fin d'années, la mobilisation des gilets jaunes allait cesser. C'est raté ! Le week-end dernier, des dizaines de milliers de manifestants ont à nouveau manifesté leur colère parce qu'ils ont compris que les 10 milliards pour les mesurettees annoncées par le gouvernement ne faisaient pas le compte. Surtout comparés aux 40 milliards dont les entreprises vont bénéficier en 2019, au titre du CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi). Et en pure perte, puisque ce cadeau ne s'accompagnera d'aucune obligation en matière d'emploi !

LA RÉPRESSION

NE FERA PAS TAIRE LA COLÈRE

Samedi dernier, Macron s'est indigné parce que « *une fois encore, une extrême violence est venue attaquer la République – ses gardiens, ses représentants, ses symboles* ». Il faisait écho aux propos outragés du porte parole de son gouvernement – Benjamin Griveaux – après que la porte de son ministère ait été défoncée avec un engin de chantier. Pourtant, par cette action, ils n'avaient reçu que la monnaie de leur pièce, la réponse aux violences policières déchaînées contre les "Gilets jaunes".

Matraquages en règle, tirs de flash-balls ou de grenades de désencerclement, canons à eau, arrestations : flics et gendarmes n'ont pas lésiné. Et les juges n'ont pas été en reste. Du 17 novembre au 17 décembre, il a été dénombré 4.750 gardes à vue, 3.747 poursuites en justice, 697 jugements en comparution immédiate et 216 emprisonnements, parfois pour des motifs dérisoires.

Et parce que cela ne leur suffit pas, Edouard Philippe a annoncé ce lundi le vote prochain de nouvelles lois répressives contre les manifestants, histoire de pérenniser le véritable état de siège instauré avant les fêtes. Mais en faisant le choix d'intensifier la répression, le gouvernement ne montre qu'une chose : sa peur d'un mouvement qu'il ne parviendra plus à étouffer.

CE GOUVERNEMENT N'A RIEN COMPRIS

Lors de ses vœux pour 2019, Macron a annoncé la couleur : la poursuite de sa politique entièrement tournée contre les classes populaires, au service des plus riches.

Avec le décret du 30 décembre relatif aux droits et obligations des chômeurs, ce n'est pas de la lutte contre le chômage qu'il s'agit, mais de la guerre déclarée aux chômeurs : en cas d'absence à un rendez-vous ou de refus de plus de 2 offres d'emploi dites « raisonnables », les chômeurs pourront voir leurs droits non plus seulement suspendus, mais carrément supprimés pour une durée pouvant aller jusqu'à 4 mois !

A quoi va s'ajouter la réforme des retraites à venir, dont tout le monde sait déjà qu'elle est destinée à durcir les conditions d'accès et à réduire le montant des pensions.

Avec en prime, le maintien du blocage des salaires, malgré une inflation devenue galopante et la hausse des péages autoroutiers.

LES GILETS JAUNES ONT OUVERT UNE BRÈCHE SALARIÉS ET CHÔMEURS, JEUNES ET RERAITÉS

ENSEMBLE, ON PEUT L'ÉLARGIR

La puissance de la mobilisation des "Gilets jaunes" a prouvé que la pression de la rue pouvait acculer l'arrogant Macron et son

gouvernement à reculer.

Alors, il faut qu'en 2019, de la rue et des ronds-points, la mobilisation et la lutte s'étende aux entreprises et à tous les lieux de travail, seul moyen pour arracher l'augmentation générale des salaires, des retraites et des allocations d'au moins 300 euros net par mois, l'indexation des salaires sur les prix et la suppression de tous les impôts indirects.

En se fixant pour objectif la paralysie de toute l'économie du pays par le recours à l'arme de la grève, seul moyen de toucher les capitalistes aux portefeuilles.

En ne se laissant ni intimider par les rodomontades de Macron et de ses ministres, ni endormir par leurs promesses de « dialogue » de sourds, les "Gilets jaunes" ont donné l'exemple de la détermination à l'ensemble du monde du travail.



ET CARLOS GHOSN EST TOUJOURS PRÉSIDENT DE RENAULT !

Le feuilleton « Carlos Ghosn », placé en détention au Japon depuis le 19 novembre, ne s'arrête pas. Après les 68 millions d'euros camouflés sur dix ans au fisc japonais, les résidences de luxe aux quatre coins de la planète, voilà qu'il aurait fait financer par Nissan, via un intermédiaire saoudien, des pertes personnelles en bourse, à hauteur de 14,5 millions d'euros. Pour perdre, autant miser gros !

Le maintien de Carlos Ghosn à son poste de président de Renault est un scandale supplémentaire. Et là, pas d'hésitation : gouvernement français et autres actionnaires en sont directement responsables.

La haute direction qui avait osé affirmer son soutien à Carlos Ghosn se rend complice de ses malversations. Présomption d'innocence ? Mais ceux qui osent brandir cet argument sont chez Renault des experts en mises à pied conservatoires et licenciements expéditifs, sur simples soupçons ou gueule qui ne revient pas au chef. Alors, assez de ghosneries !

A QUI ET COMBIEN DE MILLIONS DE BONUS VERSÉS AUX PAYS BAS ?

Au cœur de l'alliance Renault Nissan, une société Renault Nissan RNBV a été installée en 2002 aux Pays Bas, lieu choisi pour... ses avantages fiscaux. Déjà, en juin 2017, on avait appris par la presse internationale que se préparait un montage financier pour verser des millions d'euros de bonus supplémentaires à Ghosn et à d'autres dirigeants de Renault. Quels autres dirigeants étaient candidats à toucher ces bonus secrets et de quoi étaient-ils récompensés ?

Pour le savoir, une solution simple : la levée immédiate du secret financier sur toutes les opérations de Renault. Assez de l'omerta qui règne pour les avantages, les salaires, les dividendes des dirigeants de Renault, tous des soutiens et des bons élèves de Ghosn ! Comment accepter que ces privilégiés magouilleurs nous imposent le blocage de nos salaires ?

C'EST AU CHÔMAGE QU'IL FAUT S'ATTAQUER, PAS AUX CHÔMEURS !

Déstabilisé par la contestation sociale ravivée par les gilets jaunes et au plus bas dans les sondages, Macron entend continuer ses réformes de démolition sociale. Première cible de l'année, les personnes au chômage. Un décret paru fin décembre, en plein milieu des fêtes, prévoit un nouvel arsenal de sanctions (radiation, suppressions pure et simple d'allocation) contre ceux et celles des chômeurs dont Pôle Emploi dira qu'ils ne cherchent pas activement du travail ou refuseront des offres dites « raisonnables ». Mais qui va décider que ces offres sont « raisonnables » ? Incapable de s'attaquer au chômage, le gouvernement s'en prend aux chômeurs sur le dos desquels il souhaite faire faire

plus d'un milliard d'économies au régime d'assurance chômage. Il va devenir quasiment impossible de refuser les emplois pourris ou mal payés. Et la situation faite aux chômeurs poussera, dans les entreprises, les salarié-es à modérer eux-mêmes leurs revendications. Une double aubaine pour le patronat

FORD BORDEAUX : RÉQUISITIONNER SANS UN CENTIME POUR FORD

Ford a décidé de liquider en 2019 son usine de Blanquefort, et d'en finir ainsi avec la lutte acharnée des salarié-es du site pour le maintien des emplois. Et cela malgré des milliards de profits, et après des millions d'aides publiques. Le scandale est tel que même le ministre de l'économie dit être en colère, avec en perspective un éventuel rachat du site par l'Etat. Mais s'il y a scandale, pourquoi racheter le site ? Il faut le réquisitionner purement et simplement sans aucune indemnité, et en imposant en plus à Ford le remboursement des aides reçues. Avec comme objectif le maintien intégral de l'emploi, et des emplois induits. Il n'est déjà pas acceptable de payer à Ford le moindre centime. Il serait tout aussi scandaleux que l'Etat propriétaire du site veuille ensuite forcer la main des salariés pour qu'ils acceptent les conditions du seul repreneur en lice : la liquidation de centaines d'emplois, et des sacrifices sur les acquis sociaux pour ceux qui vont être maintenus.

HONGRIE : LEVÉE EN MASSE CONTRE L'ESCLAVAGE SALARIÉ

Malgré la corruption, l'absence de liberté des médias, la volonté de mainmise sur la justice, Viktor Orban avait vu sa majorité confortée aux dernières élections d'avril 2018, à la suite d'une campagne violemment anti-immigration. Moins d'un an après, le voilà confronté à une contestation sociale d'ampleur.

Sa réforme du Code du travail donne maintenant le droit aux employeurs de porter à 400 heures par an le nombre d'heures supplémentaires, et d'en différer le paiement jusqu'à trois ans ! Les énormes manifestations qui secouent le pays dénoncent un retour à une forme d'esclavage au profit des patrons. Il y a là une leçon à retenir par ceux et celles qui sont attirés par les discours de Marine Le Pen qui n'a jamais dissimulé sa sympathie pour Orban. Surfant sur les peurs et frustrations sociales, Orban a réussi à entraîner derrière lui une partie de l'électorat populaire à grand renfort de démagogie anti-immigration. Mais en bon serviteur de la bourgeoisie et des capitalistes en général, il se retourne aujourd'hui contre ceux et celles qui l'ont soutenu dans les urnes. Un grand classique de l'extrême droite.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique